

Le 2 juillet prochain, Emmanuel Macron reçoit à Paris le président de Serbie Aleksandar Vučić. Ce dernier attend beaucoup de cette visite cruciale pour la Serbie, pays de 8 millions d'habitants en pleine reconstruction économique et politique.

Pourtant, les vexations ont été nombreuses. A l'occasion des commémorations du 11 novembre 2018, le président de Serbie était relégué au troisième rang, alors que les présidents de pays ennemis (Turquie, Allemagne, Bosnie) ou inexistant en 1918 (Kosovo) étaient bien placés au premier rang ou à côté d'Emmanuel Macron.

ICI RAJOUTER passage Notre dame et invalides de ATLANTICO

Sur place les provocations des autorités auto-proclamées du Kosovo se multiplient depuis quelques mois

.ICI RAJOUTER 3 dates sur exactions de Pristina de ATLANTICO

La question est donc, dans ce contexte très tendu, de savoir ce que Macron va proposer à Vučić. En effet, la Serbie a entamé en 2008 les négociations d'adhésion à l'UE et nous en sommes à l'article 25 sur 34. L'UE repousse à chaque fois l'entrée de la Serbie et aux dernières nouvelles ce devrait être en 2025. Mais le point 35, le dernier chapitre, et le point crucial. En effet il concerne la province autonome méridionale de la Serbie, le Kosovo-Métochie. Même si les autorités albanaise de Priština ont déclaré la sécession en février 2008, la résolution de l'ONU de 1244 stipule que le Kosovo-Métochie fait partie intégrante de la Serbie; d'autre part, plus de 115 pays sur 193 de l'ONU n'ont toujours pas reconnu l'auto-proclamation d'indépendance de Priština.

Enfin, les accords de Belgrade signés en 2013 prévoyaient un compromis entre Belgrade et Priština, avec notamment l'obligation pour les autorités albanaises de reconnaître la création du Kosovo-Nord, c'est à dire une autonomie de 5 communes à majorité serbe au sein du Kosovo.

La visite de Vučić à Paris est donc cruciale, non seulement pour l'avenir de la Serbie, mais aussi pour la stabilité de l'Europe et l'avenir de l'UE. En effet, au cas où il soit fait pression sur le Président serbe en lui imposant la perte du Kosovo-Métochie, consubstantiel à l'identité serbe et à l'existence de l'état serbe, en échange d'une accélération du processus d'intégration européenne, on aurait assisté à une inversion des valeurs défendues jusque là par l'UE :

- ce serait la première fois qu'en temps de paix une région se sépare d'un pays
- un blanc seing serait donné à des dirigeants le président Hashim Thaci et le Premier ministre Ramush Hardinaj pourtant poursuivis par plusieurs cours de justice en Europe.
- l'UE reconnaîtrait de facto en son sein un Etat failli, plaque tournante du trafic d'héroïne et du trafic de femmes en Europe, contrairement à la Charte européenne des droits de l'homme et à la charte de l'ONU.